



## Déclaration liminaire : CTSD du 14 avril

Monsieur le Directeur Académique,  
Mesdames et Messieurs les membres du CTSD,

Depuis l'annonce de la fermeture des écoles et établissements scolaires, les enseignant-es travaillent sans relâche afin de maintenir un lien scolaire avec leurs élèves. Mais force est de constater que cette continuité est difficile à mettre en œuvre et renforce les inégalités sociales, pénalisant ainsi les conditions d'apprentissage d'un grand nombre de nos élèves. Les personnels ont aussi fait preuve d'un investissement considérable pour adapter leurs pratiques pédagogiques à une multitude d'outils numériques pas toujours performants, mettant en évidence le manque d'investissements publics en la matière. Pour toutes ces raisons, parler de « continuité pédagogique » est chimérique.

Par ailleurs, de nombreux collègues maintiennent un contact téléphonique avec les familles, en utilisant leur téléphone personnel, souvent même en cette période de congés. Car plus qu'une continuité scolaire, c'est une continuité humaine : maintenir un lien avec les familles, notamment celles dont les difficultés sociales ou familiales sont exacerbées par le confinement. La « continuité pédagogique » met par ailleurs bien en évidence le caractère indispensable d'une présence physique humaine et professionnelle auprès des élèves de la maternelle au baccalauréat.

Pendant ce temps, le ministre annonce un soutien scolaire à distance pendant les vacances. Si le lien éducatif a été maintenu avec les élèves dans la période de confinement, l'école s'est arrêtée le 13 mars. Prétendre résoudre à distance des difficultés scolaires est un leurre, la communication ministérielle, comme souvent, est donc en total décalage avec la réalité.

De nombreux collègues se sont également portés volontaires pour assurer l'accueil des enfants des personnels soignants. Assurer leur protection et limiter la diffusion du virus nécessitent des moyens de protection. La réaction tardive et insuffisante du gouvernement sur le sujet des masques a mis en danger les soignants sous-équipés, mais aussi ces enseignant-es volontaires et plus largement toute la population ! Les masques annoncés par le ministère sont arrivés dans les écoles, mais aucune information à ce jour d'une nouvelle fourniture ultérieure permettant de garantir la protection pendant toute la période du confinement...

Nous avons écouté hier soir l'allocution du président de la République. Nous prenons acte de ses propos, à savoir une réouverture potentielle et progressive à partir du 11 mai. Le SNUipp-FSU se questionne quant à l'annonce dès maintenant d'une date de reprise, alors même que nous sommes aujourd'hui incapables de savoir où en sera la propagation du virus dans une semaine. Permettez nous aussi d'exprimer notre surprise de voir les bars, restaurants, cinémas, et Université maintenus fermés ainsi que le bac annulé pour des raisons sanitaires et en même temps voir les écoles rouvrir sans testing généralisé.

De même, hier, le président Macron a évoqué pour argumenter cette réouverture, la fracture sociale, en mettant en avant les quartiers et zones les plus défavorisées, victimes du creusement des inégalités sociales. C'est pour nous une des terribles conséquences de la "continuité pédagogique" prônée par le Ministre Blanquer dont le SNUipp-FSU n'a cessé de dénoncer les conséquences sur les publics les plus fragiles. Vous comprendrez donc notre volonté de défendre, comme chaque année, les postes et les écoles de proximités en zone rurale, les REP et REP+ mais aussi les remplaçants, l'enseignement spécialisé, et les RASED, tous, maillons indispensables de la reconstruction de l'égalité et de l'équité républicaine.

L'engagement des personnels de l'Éducation Nationale et plus largement des fonctionnaires est donc essentiel, pour des Services Publics au service de la société, même dans les moments de crise. Le gouvernement serait bien inspiré de s'en souvenir, en redonnant des moyens pour fonctionner, en revalorisant les salaires, en abandonnant la suppression des CHSCT, la quasi-disparition des CAP et en réintroduisant le rôle majeur du paritarisme dans la gestion du personnel, etc. C'est la raison pour laquelle 15 organisations associatives et syndicales dont la FSU et la CGT se sont associées pour publier la tribune-pétition « Plus jamais ça, préparons le jour d'après ». Nous demandons 4 mesures immédiates pour sortir de la crise et 3 mesures de long terme.

Venons-en maintenant à la carte scolaire 1er degré. Celle-ci se déroule dans un contexte très particulier. Nous avons porté la demande d'un moratoire et nous n'avons malheureusement pas été écoutés. Les nouvelles annonces de M.Blanquer, relevant une nouvelle fois davantage de la précipitation et de l'impréparation, que de la concertation, ont pris tout le monde de court. Bien que nous accueillons cette nouvelle dotation positivement car elle fait suite aux demandes incessantes du SNUipp et de la FSU de donner des moyens supplémentaires à l'école publique, nous ne pouvons que regretter qu'elle ne comble pas le manque de moyens nécessaires à l'amélioration des conditions d'accueil de l'ensemble des écoles du territoire, au rétablissement de moyens indispensables en remplacement et réseaux d'aide. Malgré les nombreux changements de projet de carte scolaire inhérents aux annonces du Ministre Blanquer, vous avez souhaité maintenir un CTSD rapidement avec un calendrier ne facilitant pas les travaux (dotation supplémentaire votée après les groupes de travail). Pourtant, les représentant-es FSU/CGT, ont continué à travailler, pour défendre les écoles, pour représenter au mieux les collègues qui leur ont fait confiance. Nous vous avons fait remonter presque 70 demandes d'ouvertures, nous avons vérifié les chiffres parfois approximatifs du fait du confinement ou du manque de temps, nous avons échangé mois

après mois avec plus d'une centaine d'écoles. Nous avons, encore une fois, montré que la place du syndicalisme et du dialogue social ne doit pas être dénigré comme le gouvernement actuel le pense et le pratique, mais respecté et renforcé. C'est pourquoi, M. l'Inspecteur d'Académie, nous vous demandons d'agir avec le plus de précautions possibles avant de prononcer une fermeture dans le contexte actuel. Cela mettrait à mal, les collègues, les parents, les municipalités. Les élèves, après plusieurs mois sans écoles, auront besoin d'un encadrement renforcé. Non, ce n'est pas seulement qu'une question de chiffres et de moyennes. C'est le contrat social. Celui qui dit qu'en temps de crise, la hiérarchie est là pour protéger et accompagner le personnel dont il a la charge. Celui qui dit que l'école sera présente sur tout le territoire pour aider le pays à se relever. C'est pourquoi, nous trouvons par exemple injuste et contraire aux paroles de M. Blanquer sur le maintien des écoles rurales, le projet de fermetures à Montmorillon ou à Neuville-de-Poitou par exemple. Bien que dépassant les 5000 habitant-es, ces communes ne relèvent pas d'une typologie urbaine.

Comme nous le disions précédemment, nous prenons acte de la dotation complémentaire de 16 postes pour la Vienne. C'est un premier pas positif, mais cette dotation reste insuffisante pour couvrir tous les besoins et doit être à nouveau abondée pour répondre aux nécessités. Peut-être, d'ailleurs que M. Blanquer nous surprendra encore en nous annonçant quelques nouveaux postes avant le CTSD du mois de juin, sait-on jamais. En les attendant, nous vous réitérons les demandes que nous avons collecté sur le terrain :

- RASED : Nos élèves en difficulté auront bien besoin des postes RASED que nous avons porté en groupe de travail. Par exemple, les problématiques qui ont explosé ces dernières années ont bien montré l'importance du travail réalisé par les maîtres et maîtresses G tant en terme de prévention que de remédiation, même si cela ne résout pas tout bien entendu. Vous avez, M. l'Inspecteur d'Académie, plusieurs fois montré que vous étiez en accord avec ce constat, la profession a maintenant besoin d'acte concret.
- Remplacement : Le taux de remplaçants, déjà le plus faible de l'Académie, va encore baisser cette année, car aucune création n'est prévue dans un contexte de création de postes. Pourtant, les remplaçant-es forment le maillon essentiel du bon fonctionnement de nos écoles. Pour pallier à ce manque, vous avez dû annuler des formations, demander aux collègues de ce partager des élèves d'autres classes pendant plusieurs semaines, refuser des demandes de temps partiels plus que légitimes. Nous demandons la création un groupe de suivi départemental sur ce thème, à l'image de ce qui a été pensé pour les directeurs et directrices. La mise en place de formations spécifiques pour les remplaçant-es a été, cette année, un premier pas. Des innovations très intéressantes se pratiquent dans certaines circonscriptions. M. l'Inspecteur d'Académie, vous qui êtes attaché au dialogue social, montrez-nous que ce thème vous importe. Donnez la parole aux remplaçant-es. Ils vous montreront que leur connaissance du terrain est irremplaçable.
- Ouvertures supplémentaires : Nous avons fait remonter de nombreuses demandes d'ouvertures. les écoles maternelles de Poitiers Andersen, Daudet, Evariste Gallois, Paul

Blet, Paul Fort, des Roches Premaries, Vendevre, Vivonne, Vouillé, les écoles élémentaires de Biard, Bonneuil-matours, Dissay, Mignaloux, Jacques Brel, Poitiers Micromégas, Paul Blet, les écoles primaires de Maurice Carême, Chabournay, Civray, Charles Perrault et Savigny l'Evescault. Les collègues attendent et espèrent que, l'année prochaine, ils pourront travailler dans de meilleures conditions. Certaines ont d'ailleurs été repérées également par vos services. Nous pensons, par exemple, à Rouillé, Coulombiers, Avanton, La Trimouille ou encore Ernest Pérochon. Certaines n'apparaissent cependant pas dans les documents de ce CTSD mais sont pourtant indispensables dès le mois d'avril. Nous pourrions citer Charles Perrault, Jacques Brel élémentaire, Daudet Poitiers maternelle, Micromégas élémentaire, Roches-Prémarie maternelle ou bien Bonneuil-Matours élémentaire. Les collègues nous ont également fait remonter une demande d'enseignant spécialisé pour les jeunes sourds et de nombreuses décharges de direction supplémentaire.

Pour conclure, nous voudrions dire un petit mot sur la méthode. Aucune mesure de fusion, aucune demande de fermeture ou d'ouverture de classe ne doivent se faire sans en avoir avisé, bien en amont, les conseils des maîtres. Dans la quasi totalité du territoire départemental, le travail des Inspecteurs a été réalisé dès le mois de janvier et même avant. Au nom de tous les collègues nous les en remercions. Cependant, certaines écoles n'avaient même pas été informées de la possibilité d'une mesure de carte scolaire à leur encontre. Cela est inacceptable. Au nom du respect du travail de tous, au nom du courage dont tous les acteurs travaillant au sein de nos écoles font preuve quotidiennement pendant cette crise, nous vous demandons de veiller à ce que cette situation ne se reproduise plus.

Enfin, nous remercions, l'ensemble des services du Rectorat, pour avoir fait le maximum afin que ces groupes de travail et ce CTSD se déroulent dans des conditions acceptables, permettant de maintenir le dialogue social.

Les délégué-es du personnel de la FSU/CGT, élu-es en CTSD